



REVUE DE PRESSE

Vendredi 23 mars 2018



Le passeport post-Brexit sera... made in France

«**U**ne humiliation nationale!» Telle a été la réaction à chaud des partisans du Brexit lorsqu'ils ont appris que leurs nouveaux passeports seront fabriqués par Gemalto, une entreprise française.

«Quand je pense que nous avons entendu ces dernières semaines des ministres ve-

nir joyeusement dans les médias pour parler des passeports bleus et du fait que ce passeport bleu était une icône de l'identité britannique», s'agaçait Martin Sutherland, à la tête de La Rue, société fabriquant des passeports. Le dirigeant faisait en effet référence au fait que les futurs passeports abandonneraient la couleur bor-

deaux en vigueur au sein de l'Union européenne pour revenir à leur bleu.

L'affaire a rapidement tourné à la polémique et provoqué la colère des pro-Brexit, dont beaucoup ont voté lors du référendum de juin 2016 pour «prendre le contrôle» de leur économie, y compris de ce type de marchés publics.

«Confier cette tâche aux Français est tout simplement stupéfiant», s'est insurgé l'ancienne ministre conservatrice Priti Patel.

L'affaire suscitait également moult réactions sur les réseaux sociaux via le mot-clef «passportgate».

«Une définition de l'ironie: nous quittons l'UE et le gouvernement attribue la fabrication du nouveau passeport à un pays de l'UE», a conclu un internaute.



Photo AFP

Insalubrité de l'eau: 2,6 millions de morts par an dans le monde

ACCÈS À L'EAU



2,1 milliards de personnes, soit 30% de la population mondiale, n'ont pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable.

844 millions ne bénéficient même pas d'un service de base d'approvisionnement en eau.

263 millions vivent à plus de 30 minutes du premier point d'eau.

159 millions continuent à boire de l'eau de surface non traitée puisée dans des cours d'eau ou dans des lacs.

Dans les pays en situation de conflit ou traversant une période de troubles, les enfants sont 4 fois moins susceptibles d'avoir accès à des services élémentaires d'approvisionnement en eau que les enfants vivant dans d'autres pays.

Source : Solidarités international

SANTÉ

361.000 enfants de moins de cinq ans meurent chaque année de diarrhée, soit plus de 1.000 enfants par jour.

Un tiers des hôpitaux dans les pays en développement n'ont pas d'eau courante propre.

842.000 personnes meurent chaque année de simples diarrhées attribuables :

- à une eau non potable
- à un assainissement inadéquat
- au non lavage des mains après défécation

50% des cas de sous-nutrition infantile dérivent de diarrhées à répétition et d'infections intestinales liées à une eau non-potable, un assainissement inadéquat ou une hygiène insuffisante.



ACCÈS À L'ASSAINISSEMENT



4,5 milliards de personnes, soit 60% de la population, ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité.

2,3 milliards ne disposent toujours pas de toilettes décentes.

600 millions de personnes partagent des toilettes ou latrines avec d'autres foyers.

892 millions de personnes déféquent à l'air libre, une pratique en augmentation en Afrique subsaharienne et en Océanie du fait de la croissance démographique.

EAU ET GENRE

1 femme sur 3 dans le monde s'expose aux maladies, à la honte, à des risques de harcèlement ou d'attaques parce qu'elle n'a pas d'endroit sûr pour aller aux toilettes.

526 millions de femmes n'ont pas d'autre choix que de déléguer à l'air libre.

Les femmes et les filles qui n'ont pas accès à des toilettes passent 97 milliards d'heures par an à chercher un endroit pour faire leurs besoins.

En Afrique, 90% des tâches de collecte d'eau et du bois sont réalisées par les femmes.

Les femmes et les filles passent jusqu'à 6 heures par jour à collecter de l'eau en Afrique.



INFOGRAPHIE CL

Pour eux, rien n'est bon dans le Macron

- Environ 3 500 personnes ont défilé dans les rues d'Angoulême hier matin
- Pour défendre le statut des fonctionnaires, cheminots et un service public de qualité.



De la gare à la mairie en passant par la préfecture et l'Agence régionale de santé, un long cortège s'est étiré hier à l'appel de pas moins de neuf syndicats. Photos Renaud Joubert

Lénaëlle SIMON
lsimon@charentelibre.fr

«**M**a maîtresse vaut de l'or, il faut la payer plus fort.» Zélie, 7 ans, et sa pancarte autour du cou ont eu du succès hier matin parmi les 3 500 manifestants. À l'appel de neuf syndicats, ils ont défilé le gouvernement dans les rues d'Angoulême au son d'«Antisocial» de Trust, venus défendre le statut des fonctionnaires et des cheminots, qu'Emmanuel Macron veut réformer, et un service public de qualité. Ce qui tenait en une revendication: davantage de moyens, humains et financiers. «Au commissariat d'Angoulême, il nous faudrait 15 à 20 hommes de plus. Tous les services d'enquête

sont débordés. On n'ose même pas appeler les victimes pour leur dire que leur dossier n'aboutira jamais, raconte David Legland, secrétaire départemental Unité SGP police FO. Les salaires sont gelés, l'avancement aussi et il faut travailler avec le sourire.» Leur avenir, les agents de la Direction départementale des routes le voient assez sombre. Leur cauchemar se nomme Rifseep, le nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires. «Les salaires les plus modestes vont perdre entre 50 et 150 euros par mois. Trois cents agents du Département vont être perdants», dit l'un d'eux, non syndiqué, qui assure que la grève est très suivie. Mouvement massif aussi dans les rangs des finances publiques, qui comptabilisait 56,07 % de grévistes en Charente selon les chiffres obtenus auprès de la direction par Pas-

cal Forgas, secrétaire départemental Solidaires Finances publiques. Il craint le détricotage de la profession à travers les concentrations de services et la réduction des effectifs. «Quand les Impôts et le Trésor public ont fusionné en 2011, nous étions 600 agents contre 486 aujourd'hui. Là, nous sommes les services impôts entreprises Angoulême et extérieur ont fusionné. Idem pour les particuliers. Nous avons perdu 21 postes. On sait que de nouvelles trésoreries vont fermer en 2019 alors qu'une douzaine de nos sites ont disparu en dix ans.»

Cherche psychiatres

Dans les rangs, beaucoup de retraités, syndiqués ou non, venus défendre leur idée du service public et leur pouvoir d'achat. «Ma mère a 30 euros de retraite en moins cha-

que mois à cause de la CSG. Et l'Éhpad où elle est, à Mansle, a augmenté son tarif de 30 euros. C'est presque 700 euros de plus par an», note Paul, un Angoumoisien. Dominique Couturier est aussi à la retraite. Cette ancienne institutrice du Nord-Charente s'inquiète pour ses petits-enfants. «J'en viens à me dire que j'espère qu'ils n'auront pas d'enfants, dit-elle, avec sa pancarte "Mac ronds, avatar de Thatcher, nous prend pour des cons". C'est un menteur, il s'est fait passer pour un centriste alors qu'il mène une politique de droite.» Sur le parvis de la gare, des blouses blanches profitent de la mobilisation pour relayer une annonce: «Recrute psychiatres, au pluriel!» Ces infirmières de Camille-Claudel (La Couronne) se sentent «maltraitées». «Les départs à la retraite ne sont pas remplacés. Certains pa-

»
On bricole des prises en charge pour les patients.

Le chiffre

19,44 %

des enseignants et autres personnels de l'Éducation nationale en Charente étaient en grève hier selon les chiffres du rectorat. À Cognac et Angoulême, certains collégiens n'ont eu qu'une heure de cours. À l'école de Saint-Michel, les sept classes n'avaient pas cours et les enseignants défilaient à Angoulême, certaines pour la première fois. «Il y a un vrai problème de recrutement des enseignants, estime Alain Héraud (Snes-FSU). Les profs sont dans la rue pour défendre leur salaire, leur emploi et montrer leur mécontentement à l'égard de Parcoursup et de la sélection engendrée à l'entrée à l'université. On s'inquiète aussi de la réforme du bac puisque les options choisies en seconde détermineront très fortement l'orientation.»

tients qui arrivent ne voient pas de psychiatre avant soixante-douze heures, souligne Margaux Guérin. On est six dans la journée pour dix patients alors qu'on devrait avoir un soignant par patient. Dans d'autres services, ils sont six pour vingt-cinq. On bricole des prises en charge.» «On perd en qualité de soins, c'est dur de voir tout ce que l'on ne peut plus faire pour les patients alors qu'on a l'amour de notre métier», abonde Sophie Vannier. L'hôpital d'Angoulême était aussi représenté. «Depuis dix jours, les infirmières de l'unité technique de cardiologie et de la manipulation radio sont en grève pour être rémunérées à hauteur de leur travail, voir valoriser leurs astreintes et faire respecter le droit à une pause de vingt minutes», relate Monique Terrade, secrétaire générale FO pour l'hôpital.

Cheminots

Le TER pour Limoges, l'invité surprise

La ligne Angoulême-Limoges, fermée pour un mois il y a dix jours, avait d'ardents défenseurs hier chez les plus de 200 cheminots venus grossir les rangs du cortège. «Dans le service d'aiguillage Angoulême et Haute-Charente, 97 % des agents sont en grève dont 80 % de non-syndiqués», indique Patrick Dupont, délégué CGT et membre du CHSCT. Lui et ses collègues dénoncent «une ligne à l'abandon depuis quinze ans». «Tout est fait pour qu'elle soit déficitaire. Les trains roulent très lentement à cause de l'état du réseau, les travaux ne sont pas faits. Il y a eu un abolement entre Chabanais et Saillat il y a un mois et demi qui oblige les trains à ralentir. Ce n'est toujours pas résolu.» Emmanuel Prinnet, également CGT, cible «le manque d'engagement financier de la Région Aquitaine». «Côté Limoges, la ligne,

c'est du billard. On n'est pas brassé dans le train. De notre côté, il n'y a aucune rénovation. Les travaux consistent à faire en sorte que ça ne se dégrade pas plus encore. La rustine est plus épaisse que la jambe de bois.» Des interventions sur les rails et les ballasts ont eu lieu en juillet dernier. «Elles ont été faites par des entreprises privées mais ont été mal faites, nos cheminots ont dû refaire le travail!», raconte Patrick Dupont. Parmi les coups portés à la pérennité de la ligne, les cheminots citent aussi les suppressions de postes. «Trois ces derniers mois au guichet à Angoulême. Les collègues ont dû partir travailler à Saintes et Poitiers.» Depuis dix jours, les aiguilleurs travaillent dans des gares vides. «C'est triste de ne plus voir les trains passer, de voir arriver des gens qui n'ont que ça pour se déplacer. On continue à tenir notre poste, on

accueille les gens qui descendent des bus et on fait de la vente de billets», raconte Kévin, affecté à Roumazières. «Enfin, quand les guichets sont ouverts...», ajoute Patrick Dupont. Depuis cinq ans, l'amplitude se réduit. Il cite la gare de La Rochefoucauld où «les guichets, ouverts 50 heures par semaine, ne le seront plus que 17 heures». «C'était prévu le 1^{er} avril mais le rapport Spinetta a repoussé les choses.» A Roumazières, ils ne sont plus jamais ouverts le matin. «On en appelle à la Région pour qu'elle investisse sur la ligne. Avec la mise en concurrence, c'est le moment de montrer que la SNCF sait faire. Il y a deux ans encore, on allait à Limoges en 1h10.» Il s'agace aussi «des clichés de nantis» qui collent à sa profession. «La prime au charbon? Elle a disparu en 1974! On entend parler d'une prime d'absence de primes.

Patrick Dupont, délégué CGT et membre du CHSCT.



Elle n'a jamais existé! Des semaines de 25 heures? Ça m'arrive oui, mais la suivante en fait 60. La retraite à 55 ans? C'est l'âge légal, mais il y a une telle décade que plus personne ne le fait. Moi, je partirai à 62 ans.» Sur les salaires, Emmanuel Prinnet a fait ses calculs. «Le salaire de base est inférieur au Smic, assure-t-il. À métier et ancienneté équivalents, on gagne 30 % de moins que dans le privé. Le statut de cheminot a été mis en place pour compenser les conditions de travail (la nuit, le week-end et les jours fériés) et les salaires bas.»

■ CHARENTE

Le Département signataire d'un «plan Marshall pour la ruralité»

La Charente fait partie des quinze départements ruraux signataires d'un communiqué adressé à l'État ce mardi 20 mars. Leur revendication: *«L'État doit enfin assumer ses responsabilités et payer ses dettes aux Départements qui, depuis trop longtemps, servent de variables d'ajustement financier aux gouvernements successifs.»* Les Départements signataires se sont réunis à Paris le 15 mars, à l'initiative des présidents des conseils départementaux du Lot-et-Garonne et de l'Aisne, pour travailler sur la trame d'un «plan Marshall pour la ruralité» qui sera soumis au gouvernement *«prochainement»*. Ils réaffirment en outre l'importance de la ruralité, dénoncent *«la fracture territoriale»* et les *«10 milliards d'euros non compensés aux Départements par l'État»* sur les 19,2 milliards d'euros de charge financière supportés par les Départements au titre des allocations individuelles de solidarité. Dans la région, en plus de la Charente, sont notamment signataires les conseils départementaux de la Haute-Vienne, de la Dordogne ou de la Corrèze.

■ POLITIQUE

Ils marchent pour l'Europe...

Demain, comme dans toute la France, les militants de LREM marcheront pour l'Europe. Rendez-vous est pris à 9h30 place Mulac dans le quartier Saint-Cybard à Angoulême. *«Il est désormais temps de reparler d'Europe, de proposer un projet pour l'Europe, de la remettre sur le devant de la scène et d'inclure les citoyens au cœur des débats européens»*, indique Thomas Mesnier. Avec des militants du parti présidentiel, le député charentais partira ensuite pour du porte-à-porte afin de *«demander aux citoyens leur ressenti sur l'Europe, d'écouter leurs préoccupations, leurs critiques et leurs souhaits pour le projet européen»*.

... ou pour la France

«Les macronistes marchent pour l'Europe. On leur répond en marchant pour la France.» Geoffrey Gourré, référent départemental des Patriotes, le parti de Florian Philippot, réunit ses militants demain après-midi, route de Bordeaux, pour une *«marche pour la France»*. Ils se réuniront à 14h devant l'usine Leroy-Somer, *«symbole des risques que fait peser l'Europe sur notre industrie»*, puis feront, eux aussi, du porte-à-porte jusqu'à la rue de Varsovie, devant l'IUT, *«symbole de la jeunesse et de l'espoir en l'avenir»*, dit Geoffrey Gourré. Le nom de la rue symbolise peut-être aussi la peur du plombier polonais.

■ L'équipe du festival a présenté les grandes lignes de sa 25^e édition hier soir au Castel ■ Pour accueillir Santana, qui affiche déjà complet, le site va être repensé.

Blues Passions mise sur l'alignement des planètes

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Même à 25 ans, il peut encore y avoir des premières fois. Pour Cognac Blues Passions, par exemple, c'est la première fois en 25 ans qu'une soirée affiche complet dès la mi-février. Foi du grand manitou, Michel Rolland. Preuve que Santana (1) était un très bon choix. «Ça faisait cinq ans qu'on travaillait dessus, rappelle le directeur. Des fois, on ne sait pas pourquoi, ça se dé-cante.» Au bon moment: celui de célébrer un quart de siècle.

«
Une nouvelle scénographie pour remettre le festivalier au cœur de l'événement.

Pour l'occasion, l'équipe a concocté une édition «partageable par tout le monde, vraiment délicieuse». Qui permette, aussi, «de réunir les émotions qu'on a pu donner tout



Une mise en bouche. La présentation de l'édition a été ponctuée de musique, hier soir, au Castel de Châteaubernard. Avec une ode au cognac en final.

Photo J. P.

au long de ces années», décrit Michel Rolland. Il n'avance aucun objectif en termes de fréquentation. Pas même celui de repasser au-dessus de la barre des 20.000 entrées payantes, difficilement atteinte en

2017. «Le seul objectif, c'est de partager au plus grand nombre», dit-il. Pour cela, du 3 au 7 juillet, il compte sur des noms connus internationalement, comme James Blunt, à la pop-electro romantique, Beth Ditto, l'ex-chanteuse du groupe Gossip, Parovoz Stelar, fondateur autrichien de l'electro-swing, ou encore Asaf Avidan à la voix reconnaissable entre mille.

«Notre chez nous sera aussi chez vous»

«Il y a aussi des artistes moins connus et c'est pourtant super beau», assure Michel Rolland. Il cite Jacob Banks, phénomène de la digital soul, Alice Merton qui fait des merveilles, ou Kaz Hawkins sauvée par la musique. Des coups de cœur pour toucher la corde sensible et faire vibrer les foules. «Mettre de la couleur dans les cœurs», dit la présidente, Catherine Mattéi.

Ce sont les grandes lignes qui ont été tracées hier soir, lors de la soi-

rée des partenaires et des bénévoles au Castel. Une soirée pour résumer les annonces qui ont été faites ces dernières semaines.

Au chapitre des nouveautés: le site du jardin public va être entièrement repensé. «Une nouvelle scénographie pour remettre le festivalier au cœur de l'événement, indique Gwennaelle Tranchant, à la communication. Vous allez être comme des pachas.»

Alors qu'elle avait émis quelques réserves lors du même exercice l'an dernier, la présidente les lève toutes, cette année. «On bénéficie d'un alignement des planètes», juge-t-elle, annonçant la prochaine ouverture de «notre chez nous qui sera aussi chez vous», rue du 14-Juillet. Évoquant à demi-mot les aventures rocherfortaises du Stéréo Parc en août. A cette époque de l'année, on n'est pas loin de compter sur une pluie d'étoiles filantes.

(1) Plus aucune place disponible pour le concert du 4 juillet.

Elles & ils

■ Cédric Dumas,



Pierre Séré, Marc Larroquette et toute l'équipe de XO Gym (repro ci), la salle de sport située rue du Poitou à Châteaubernard, ont reçu 240 mercis, hier et avant-hier, de la part des participants au championnat de France scolaire de musculation et de cross-fitness (lire CL d'hier). La salle de sport était partenaire de l'événement organisé à l'Espace 3000 en fournissant gratuitement du matériel et en formant des arbitres. Côté compétition, à noter que l'équipe mixte du lycée Guez-de-Balzac d'Angoulême a décroché le titre de sa catégorie. Aucun lycéen de Cognac n'était qualifié pour le championnat.

■ Agnès Benoit,



danseuse (repro ci), et Stéphanie Pichon, journaliste, de l'association «Books on the Move», animeront un atelier découverte, «Lectures Mouvementées», autour des livres sur la danse, demain samedi de 10 h à 12 h, à la bibliothèque municipale de Cognac, dans le cadre du festival Mars Planète danse. Cet atelier-laboratoire consiste en une approche sensorielle, un temps de lecture, d'écriture et de discussion. Atelier gratuit sur inscription au 05 45 82 99 26.

Et quoi d'autre encore ?

■ **Martell, Hennessy et Otard dans la partie.** Blues Passions renouvelle son partenariat avec les maisons de cognac. Comme les années précédentes, Martell s'ouvrira au public pour la programmation «1715 Avenue du blues». Et c'est un trio atypique, composé de Greg Ziap, Juliver et Ian Siegal, qui ouvrira le bal le 4 juillet. Une deuxième date est à caler. La maison Hennessy accueillera, elle, dans son ancienne mise en bouteille Isaya et Tanika Charles le 28 juin. Quant au château Otard, il recevra Marquise Knox,

le 7 juillet, pour un Groove au château.

■ **Une appli mobile.** C'est une autre nouveauté de ce 25^e anniversaire. Blues Passions aura très bientôt une application mobile «unique avec de la réalité augmentée». À télécharger sur tous les téléphones, elle a été développée par la société charentaise Dreamtronic.

■ **Dans la rue et les cafés.** Une vingtaine de concerts devrait encore s'ajouter à ceux déjà programmés avec les opérations «Blues in streets» et «Blues in café», elles aussi reconduites début juillet.



Vingt-cinq curieux ont suivi l'atelier de dégustation de vin «boisé» organisé hier au Musée des arts du cognac. Oenowood, société locale de produits tonneliers, proposait cette animation après la commercialisation d'un kit grand public (lire *CL* de mardi). Sous forme de jeu, il met en lumière l'influence de l'infusion de bois dans le vin lors du vieillissement, un procédé méconnu et surprenant. Un peu moins depuis hier. L'animation, complète depuis des semaines, sera renouvelée à l'automne (Photo M. B.).

Ils ont bu du bois et c'était bon

L'aménagement autour de la mairie va débuter



Lors de la dernière réunion du conseil municipal, Christian Meunier, maire et son équipe ont voté le budget. Les taux des charges restent inchangés depuis le début de la mandature. Le taux de la taxe d'habitation s'affiche à 7,45 %, le foncier sur le bâti à 13,42 % et le foncier sur le non bâti à 36,31 %.

En fonctionnement, la municipalité renouvelle cette année l'opération «Jobs d'été» pour les jeunes Réparsacais. Les subventions aux associations sont maintenues pour un montant de 7 600 euros. *«Nous augmentons la subvention accordée à l'association des parents d'élèves pour accompagner le projet de classe découverte en mai à Saint-Lary dans les Pyrénées»*, précise le maire.

Travaux. Concernant les investissements, l'aménagement autour de la mairie (Photo CL) va démarrer rapidement pour un total de 220 000 euros. Le montant des subventions accordées étant de 55 %. Ce projet verra la création d'un parvis, d'un abris-bus en prolongement, d'une halle ouverte dans l'ancienne maison Roy, d'un cheminement piétonnier le long du bâtiment, l'aménagement d'un parking... Des trottoirs seront aussi créés dans le bourg pour 35 000 euros, la réfection de la peinture extérieure à la salle des fêtes pour 15 000 euros. Enfin, le changement du système de chauffage à la mairie est sur les rails et une réserve incendie sera créée à la Flaudrie pour 1 200 euros.

Achats. Matériel informatique pour la mairie, un frigidaire pour la salle des associations et du matériel divers.

Environnement. La commune a élaboré un plan d'entretien communal avec Adour-Garonne suite à l'arrêt de l'utilisation des produits phytosanitaires pour 6 000 euros, subventionnés à hauteur de 4 000 euros. Il s'agit de voir comment entretenir les espaces différemment. Cela entraîne l'achat de matériel de désherbage adapté.

Confolens, leur nouvelle terre d'accueil

■ Le centre d'accueil et d'orientation des migrants de Confolens a reçu hier ses 34 premiers pensionnaires

■ Soulagés de se retrouver dans un lieu calme et sécurisé.

François GOUBAULT
fgoubault@charentelibre.fr

«**B**onjour», lance timidement Saïd au comité d'accueil qui l'attend au pied du bus. Afghan, la vingtaine, Saïd ouvre le cortège des trente-quatre migrants arrivés hier en milieu d'après-midi au centre d'accueil et d'orientation (CAO) de Confolens. Souriants malgré un long voyage en bus depuis la région parisienne où ils vivaient dans des campements de fortune, les exilés ont



A peine descendus du bus, les exilés tendent leur main comme un premier remerciement pour leur accueil.

Photos Quentin Petit

vite récupéré leurs modestes bagages pour s'installer dans le salon de ce qui fut la salle commune de l'ancien foyer-résidence de La Commanderie. Un nouveau lieu d'accueil après la première vague de migrants accueillis fin 2015 dans l'ancien hôpital. Là, Marcelle Fouillen, vice-présidente de la communauté de communes de Charente limousine, leur adresse le premier mot de bienvenue, en l'absence du président Philippe Bouty, retenu par

ailleurs. «Je suis très fière de vous accueillir ici», lance-t-elle en préambule. Ses propos seront traduits en afghan par Torab Maroof, installé à Ruffec et qui travaille régulièrement pour l'association Audacia qui gère le CAO. Car les Afghans sont les plus représentés parmi les trente-quatre nouveaux arrivants: ils sont dix-huit, accompagnés par cinq Érythréens, trois Éthiopiens, trois Guinéens, trois Somaliens, un Sénégalais et un Ivoirien.

»
C'est toujours un moment très émouvant car c'est un nouveau départ dans leur vie.



Le traducteur afghan Torab Maroof explique à ses compatriotes qu'ils ont droit chacun à une tenue propre mise à leur disposition.

Réception républicaine mardi après-midi

«C'est toujours un moment très émouvant car c'est un nouveau départ dans leur vie», souligne Jacques Stervinou, vice-président d'Audacia, accompagné de son directeur Jean-Marc Jouve.

Les mots de bienvenue se succèdent dans la bouche de Claudine Verdier-Nassivet, secrétaire générale de la sous-préfecture de Confolens, de Chantal Petitot, la directrice de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, des représentants d'Audacia avant la présentation du personnel du centre. Il est temps de prendre une collation avant le

briefing qui donnera les consignes de vie au sein du centre. Déjà, les premières questions furent: «Y aura-t-il des cours de français?», «Pourra-t-on jouer au foot?». «Celle, essentielle, du code wifi ne devrait pas tarder», anticipe Jean-Marc Jouve, en connaisseur de ces arrivées nouvelles. Ce sera bien la question suivante.

Après cette réception informelle, les trente-quatre néo-Confolentais seront officiellement accueillis dans les locaux de la communauté de communes de Charente limousine, finalement mardi à 17h45, et non mercredi. «En présence du nouveau sous-préfet Pierre Chaleur», précise Philippe Bouty qui vient d'arriver. Avant de filer saluer à son tour les nouveaux arrivants.

La grogne sur tous les fronts

■ Ils étaient plus de 320.000 dans la rue hier pour défendre le service public, le statut des fonctionnaires et des cheminots ■ Le gouvernement affiche sa «détermination».

Plus de 320.000 personnes ont manifesté hier dans toute la France, 500.000 selon la CGT. Partout, les fonctionnaires dont des personnels de la santé, étaient rejoints des cheminots, des retraités et des jeunes. Selon un comptage réalisé par le cabinet Occurrence pour un collectif de médias (lire en encadré), 47.800 personnes ont défilé à Paris, dont 13.100 à la manif des cheminots. Les cheminots ont donné le ton à grand renfort de fumigènes, tambours, sifflets et musique rock. À l'appel de leur intersyndicale (CGT, Unsa, Sud et CFTD), les cheminots protestent contre la réforme par ordonnances, en transformant l'entreprise en société anonyme et en abandonnant le statut de cheminot à l'embauche. Ils se sont mis en grève davantage qu'attendu à l'appel de l'Unsa et SUD (2^e et 3^e), avec un taux de 35,4% de grévistes selon la direction (à la prise de service). Avant même la grève en pointillé lancée le 3 avril pour trois mois, la journée

était marquée pas de fortes perturbations, notamment avec deux TGV sur cinq. Paul, aiguilleur en Lozère, non syndiqué, depuis 11 ans à la SNCF estime que «de statut (les) protège mais il protège aussi le rail, le service public, la sécurité des gens».

»
Le gouvernement pose des bombes à fragmentation.

Côté fonctionnaires, les responsables des sept organisations syndicales (CGT, FO, FSU, CFTC, Solidaires, FA-FP et CFE-CGC) ayant appelé à la grève ont pris la tête du cortège parisien derrière une banderole unitaire: «pour la fonction publique, les salaires, l'emploi et le statut». Le gouvernement «pose des bombes à fragmentation qui sont en

train de détruire peu à peu les fondements mêmes de notre modèle social et républicain», a relevé dans la manifestation Pascal Pavageau, qui s'apprette à succéder à Jean-Claude Mailly à la tête de FO. «Aujourd'hui est un jour qui fera date», a affirmé Jean-Marc Canon, secrétaire général de la CGT Fonction publique, premier syndicat. Lors de la précédente mobilisation le 10 octobre, ils étaient 45.000 à Paris et 400.000 en France selon la CGT à défilé contre la suppression annoncée de 120.000 postes, le rétablissement du jour de carence et le gel des salaires. Le taux de grévistes, à 12,8% pour la fonction publique d'État, 8,11% pour la territoriale, et 10,9% dans l'hospitalière, selon des estimations du ministère, a légèrement baissé par rapport au 10 octobre. Depuis, l'exécutif a annoncé envisager un recours accru aux contractuels (agents non statutaires) et des plans de départs volontaires, ce qui fait craindre aux syndicats une fonction publique «morcelée» et «externalisée».

Face à ce test social d'envergure, le gouvernement affiche sa «très grande détermination à poursuivre les transformations», selon le porte-parole Benjamin Griveaux. Quant aux fonctionnaires, des discussions sont prévues jusqu'à fin octobre, a rappelé le secrétaire d'État, Olivier Dussopt.

La CGT propose une manif le 19 avril

Dans les écoles, un enseignant sur quatre était en grève en moyenne, d'après le SNUipp-FSU (1^{er} syndicat). Et une poignée de lycées et d'universités ont été bloqués. La grève des contrôleurs aériens a aussi entraîné des perturbations avec des vols annulés, à la veille d'une grève à Air France pour les salaires. D'autres secteurs étaient touchés, comme les crèches ou les bibliothèques.

Le leader de la CGT, Philippe Martinet, a salué sur Cnews une «forte mobilisation». Dans un communiqué, sa centrale a proposé hier soir «l'organisation d'une journée

Les médias font leur propre comptage

Une vingtaine de grands médias (1) ont adopté hier leur propre méthode de comptage des participants avec le cabinet spécialisé Occurrence, pour les deux manifestations parisiennes des cheminots et des fonctionnaires. Occurrence a ainsi effectué un comptage avec des capteurs placés en hauteur, le 4^e étage d'un hôtel rue de Lyon, par exemple. En parallèle, sont effectués des «micro-comptages humains», explique Jocelyn Munoz. La manifestation est filmée pendant 20 à 30 secondes à différents intervalles et différentes «intensités». Les manifestants sont recomptés humainement sur ces extraits vidéo pour ajuster le décompte fait par les capteurs, et déterminer une marge d'erreur.

(1) dont l'AFP, France Inter, Europe1, Franceinfo, RMC, BFM TV, France Culture, CNews, France 2, Mediapart, Le Figaro, Le Parisien, Libération, La Croix et la presse régionale et départementale représentée par l'Union de la presse en région.

nationale de mobilisation interprofessionnelle le 19 avril prochain», dans «la recherche de convergence des luttes».

Le «cortège de tête» fait une démonstration de force

À Paris, un pré-cortège composé de militants anticapitalistes et antifascistes a été jalonné d'échauffourées avec les forces de l'ordre.

Après un automne de mobilisation jugé décevant, l'appel à un «printemps autonome» et à «marcher contre la Macronie» circulait depuis plusieurs semaines sur les réseaux sociaux. Hier, le «cortège de tête», qui agrégeait plusieurs centaines de lycéens, étudiants et membres de collectifs d'extrême gauche, autonomes, anarchistes et antifascistes, a rejoint la manif des cheminots. «Cheminots, fonctionnaires, étudiants, on a tous des raisons de s'opposer à ce gouvernement, on a un intérêt commun. Aujourd'hui, c'est une première journée, c'est que l'échauffement», affirmait Gabin, 19 ans, au départ du cortège.

La tension était palpable dès les premiers mètres de cette manifestation, non déclarée, dont les participants défilaient pour beaucoup masqués ou cagoulés derrière des banderoles clamant «Ça fait du bien par où ça casse» et aux cris de slogans anticapitalistes, antipoliciers, antifascistes et insurrectionnels.

Syndicats trop mous

Elle a rapidement donné lieu à des assauts à coups de pierres et marteau contre des vitrines d'agences bancaires, symboles du capitalisme financier, et des jets sur les forces de l'ordre de projectiles (bouteilles, pavés...) glanés sur le parcours.

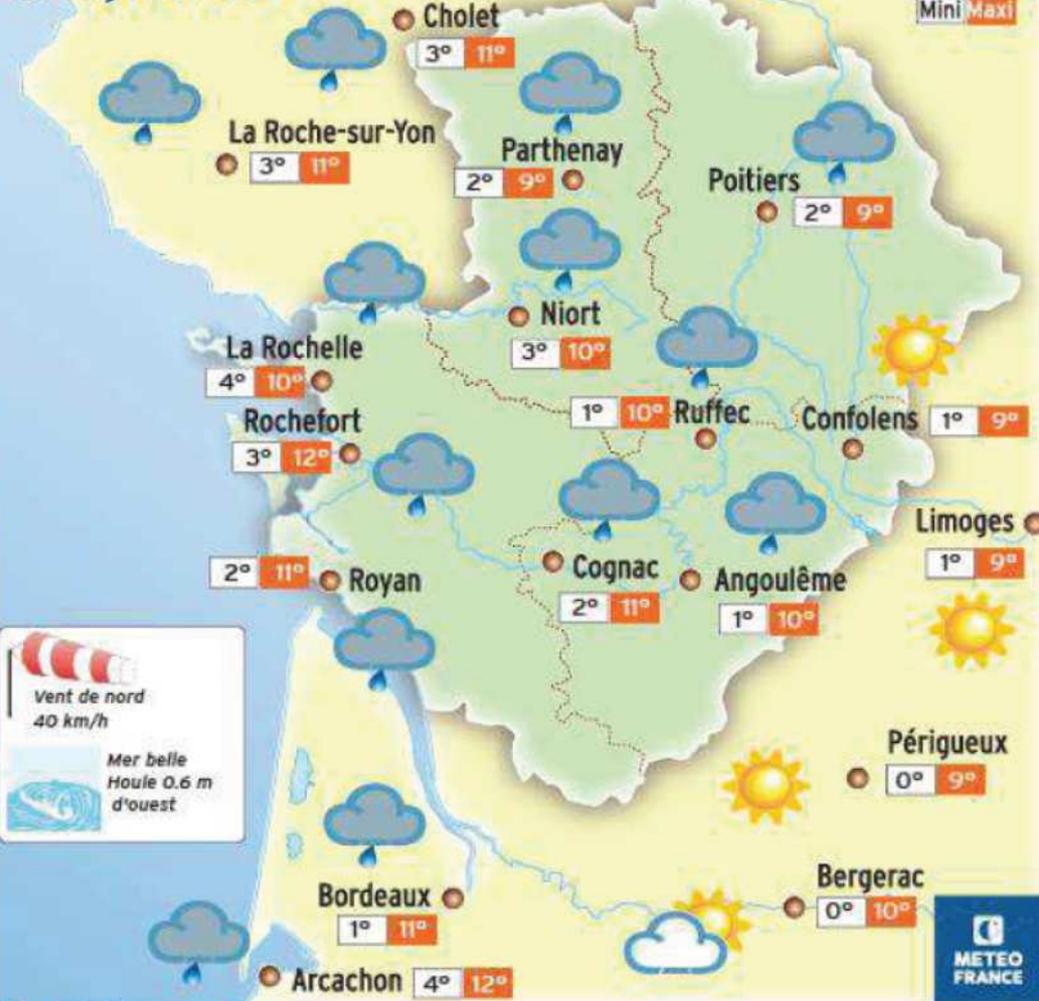
Après de premières échauffourées avec les CRS, une partie de ce cortège a dévié du tracé prévu pour partir au pas de charge en «manif sauvage» dans les rues adjacentes, dégradant au passage des vitrines, avant de se disperser subitement après quelques interpellations musclées. Les banderoles du matin et les visages cagoulés ont refait leur apparition en tête du cortège des cheminots en début d'après-midi. Cette pratique de «s'emparer» de la tête de la manifestation en amont du cortège traditionnel était apparue durant la mobilisation contre la loi Travail, pour afficher une distance avec les syndicats qu'ils jugent trop mous dans leur contestation.



À Paris, les forces de l'ordre ont répliqué aux dégradations et jets de projectiles par des canons à eau et des gaz lacrymogènes.

Photo AFP

Cet après-midi



Des pluies.

Un temps gris, très nuageux à couvert avec des pluies plutôt faibles. Vent de secteur sud modéré. Températures maximales varient de 9 à 10 degrés.

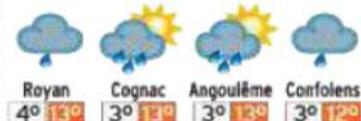
Samedi



Dimanche



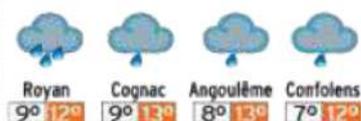
Lundi



Mardi



Mercredi



Judi



La rue se mobilise, le gouvernement persiste

SOCIAL Hier, 200 000 manifestants environ ont défilé en France contre les projets de réforme du gouvernement, dont celui de la SNCF. Celui-ci a d'ores et déjà affiché sa détermination à aller jusqu'au bout

BENOÎT LASSERRE
b.lasserre@sudouest.fr

Comme un clin d'œil à Emmanuel Macron - enfin, vu l'ambiance, on parlera plutôt de bras d'honneur - de nombreux manifestants bordelais se sont retrouvés hier au Bistrot d'antan, cours d'Albret, face à la place de la République, point de départ de la manifestation, envahie de drapeaux et parfumée au magret et à la merguez. D'antan, oui, pour marquer son appartenance à l'ancien monde, celui où, selon les différents témoignages, le service public était au service du public.

S'il est évidemment trop tôt pour savoir si cette journée du 22 mars infléchira la volonté de l'exécutif de mener des réformes comme celle de la SNCF, il est certain qu'Emmanuel Macron ne franchira pas l'obstacle aussi aisément que pour la loi travail, à l'automne dernier. Mais le chef de l'État n'a pas non plus à faire face à un raz-de-marée de mécontentement comme le fit Alain Juppé entre 1995 et 1997. Et le pays n'a pas non plus été paralysé, même si le taux de grévistes à la SNCF a dépassé les 35%.

Toutes les générations

Ce sont environ 198 000 manifestants qui, aidés par un ciel bleu et froid, ont défilé à Paris et en province (lire ci-contre), prenant le président de la République pour principale cible. « Macron démission ! », « Macron voleur ! » pouvait-on lire sur les panneaux ou les banderoles pendant que les haut-parleurs diffusaient, outre l'inévitable « Motivés » de Zebda, la chanson d'un autre groupe toulousain, Fabulous Trobadors, « Il nous ment », qui date de 2003 mais dont certaines paroles collaient à l'actualité.

« J'en ai marre qu'on me traite de privilégié, s'exclame Claude, cheminot retraité. Là, je viens de découvrir que les députés se faisaient payer leurs frais d'obsèques et ceux de leur famille par l'Assemblée nationale. Et ça, on trouve ça normal ? Moi, je vis avec moins de mille euros de retraite. C'est normal ça ? »

À Bordeaux comme partout en France et à Paris, le défilé a réuni toutes les générations : retraités, actifs du public et du privé, étudiants scandant « Les coups de matraque, c'est gratuit à la Fac », ou lycéens, certains portant capuche et foulard sur le visage. Des cailloux ont d'ailleurs été lancés sur certaines vitrines de la

place Gambetta et des abribus ont été tagués. À Paris et à Nantes également, malgré un service d'ordre particulièrement vigilant, des échauffourées ont opposé des jeunes manifestants à des policiers qui ont fait usage de grenades lacrymogènes.

« La rue ne fait plus peur »

Des incidents isolés qui ne terniront pas l'ambiance des défilés, conviviale et revendicative. À Bordeaux, les postiers en grève depuis le 12 mars ont eu droit à une ovation ainsi que les personnels de santé sans oublier bien sûr les cheminots qui s'apprentent à défier de nouveau le gouvernement par le biais de grèves perlées dans la semaine jusqu'au mois de juin... si la motivation ne s'essouffle pas avant comme cela s'était observé contre la loi travail.

À Paris, justement, Bernard Thibault, l'ancien patron de la CGT-Cheminots en lutte contre le plan Juppé de 1995, se trouvait dans le cortège aux côtés de son lointain successeur Philippe Martinez. Un souvenir pour Claude le Bordelais qui battait déjà le pavé de sa ville contre la réforme des retraites. « Juppé aussi disait qu'il ne plierait pas, on a vu le résultat. » Cela dit, Claude n'a plus la même certitude. « Je ne mettrais plus ma main au feu que la rue peut faire peur au pouvoir. Ça n'est plus pareil. »

« Poursuivre les réformes »

Si le premier rôle était joué par les syndicats, tous unis contre l'exécutif, les partis politiques de gauche ont tenu à s'associer aux défilés. Y compris le Parti socialiste. Discret à Bordeaux où défilait en fin de cortège le président du Conseil départemental de la Gironde Jean-Luc Gleyze ou l'ex-députée Marie Recalde, le PS a en revanche eu droit à un accueil pimenté à Paris. Le nouveau patron du parti, Olivier Faure, et ses camarades ont été copieusement sifflés ou traités de « vendus ». Comme un purgatoire pour le député de Seine-et-Marne qui a dit comprendre la colère qu'il a dû essuyer.

Benjamin Griveaux, quant à lui, a assuré que la colère de la rue n'empêcherait pas le gouvernement, dont il est le porte-parole, « à poursuivre les réformes. »



La presse aussi a son comptage

Une vingtaine de grands médias ont adopté hier leur propre méthode de comptage des participants pour la manifestation parisienne, réalisée par un cabinet spécialisé.

Ce collectif de médias, parmi lesquels l'AFP, France Inter, Europe 1, Franceinfo, RMC, BFMTV, France Culture, CNews, France 2, Mediapart, « Le Figaro », « Le Parisien », « Libération », « La Croix », « Sud Ouest » et la presse régionale et départementale représentée par l'Union de la presse en région (UPREG), s'est associé au cabinet d'études spécialisé Occurrence.

Le cabinet Occurrence effectue un comptage avec deux capteurs placés en hauteur, le troisième étage d'un hôtel par exemple, qui tracent une ligne virtuelle sur la rue : chaque manifestant qui franchit cette ligne est ainsi comptabilisé. Les trottoirs sont pris en compte.

En parallèle, la manifestation est filmée pendant 20 à 30 secondes à différents intervalles et « intensités ». Les manifestants sont recomptés humainement sur ces extraits vidéo pour ajuster le décompte et déterminer une marge d'erreur.

Cette fois-ci, pour les deux cortèges parisiens, le dispositif OCCURRENCE a comptabilisé 47 800 manifestants.

De son côté, la police établit des points d'observation avec un ou deux hommes en charge du comptage et une caméra en hauteur qui permet d'avoir vue sur la largeur des rangs des manifestants et de tenir compte de ceux qui marchent sur



Un « compteur » d'Occurrence à son poste.

PHOTO CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP

les trottoirs. Les fonctionnaires chargés du comptage ont une formation de six mois et sont équipés d'un compteur manuel. Une vérification peut être effectuée le lendemain avec un visionnage de l'ensemble des vidéosurveillances. Pour les deux manifestations parisiennes, LA PRÉFECTURE DE POLICE a comptabilisé 49 000 personnes.

Pour les syndicats, « des compteurs sont détachés dans chaque manifestation, qui se mettent sur des points de passage précis », a expliqué la CGT. « Ils appellent la centrale, qui compile et croise les chiffres, qui remontent de toutes les manifestations », ajoute-t-on. « Les compteurs ne sont pas spécialement formés », précise le syndicat. LA CGT a donné hier une première estimation de 65 000 personnes ayant participé aux deux manifestations.

« Le service public, c'est le socle de notre démocratie »

DANS LA RÉGION Ils sont retraités, professionnels de santé, enseignants ou fonctionnaires, et ont manifesté. Ils nous parlent des raisons de leur mobilisation

Sylvie Gautier, fonctionnaire à Périgueux. « Fonctionnaire au sein de la Direction départementale des finances publiques de la Dordogne, je suis navrée de constater que les salaires des agents administratifs ont été impactés négativement par la hausse de la CSG, alors même que notre point d'indice a déjà été gelé l'année dernière. Je suis également très inquiète pour l'emploi au sein de mon ministère avec la mise en place programmée du prélèvement de l'impôt à la source ».



Sylvie Gautier. PHOTO E.D.

Patricia, professeure en lycée professionnel, à Bayonne. « S'il y avait une manifestation à faire, c'est celle-là, pour ne pas donner un blanc-seing à Macron. Je suis professeure au lycée professionnel Cantau d'Anglet, et je constate les effets de la politique du gouvernement - le jour de carence en moins, le gel du point d'indice - et je redoute ce qui va arriver au lycée professionnel. Depuis janvier, en cas de congés maladie, le premier jour n'est plus payé. Et le point d'indice a été gelé en septembre dernier. Cela fait très longtemps que l'on n'a pas été augmenté. Maintenant, ils vont essayer de fondre les lycées pros avec les Centres de formation des apprentis. Cela va avoir des conséquences sur le statut des professeurs. Les ar-



Patricia. PHOTO E.F.

rivants ne seront sûrement pas fonctionnaires comme nous. Il y a de plus en plus de contractuels dans la fonction publique. »

Marion et Évelyne, infirmière et aide-soignante, à Pau. « Même si c'est justifié, on a un peu peur que les Ehpad ne soient plus entendus dans cette masse de mécontentements. Il n'y a pas assez de moyens humains au prorata des personnes âgées qui arrivent de plus en plus dépendantes dans les Ehpad. Nous, on travaille à 8 aides soignantes et 2 infirmières pour 70 résidents. On ne fait plus de prise en charge mais seulement des actes. On n'a pas le temps de faire notre métier. Il n'y a plus de service public. »



Marion, infirmière, a défilé à Pau. PHOTO S. PÉCANTÉ

Gilles Garnier, retraité de la Poste à Angoulême. « Le service public, c'est le socle de notre démocratie. Moi, je galope sur mes 80 ans. Si je suis là, c'est pour les futurs seniors. Qu'auront-ils comme service public ? Les déserts médicaux, ça nous touche tout particulièrement. J'estime qu'on a à jouir de sa retraite, et pas à en profiter. Les mots ont un sens. Ma retraite, je l'ai méritée. Moi, je suis un ancien postier du quartier de Crouin à Cognac. Je ne fais que constater : à quoi a servi la concurrence ? À supprimer des emplois. Pour moi, il faut réagir, c'est le sens de mon militantisme à la CGT, et ça fait 55 ans que ça dure. »

Alain Mesplède, cheminot retraité, à Mont-de-Marsan. « Je suis là aujourd'hui à cause de la réforme du système ferroviaire, parce que telle qu'elle est envisagée, elle n'est pas de nature à régler les difficultés du système et son endettement. Le statut du cheminot, dans une réforme plus globale, c'est un prétexte pour faire avaler une remise en cause de ce service public. Ce qu'il faudrait pour l'améliorer, c'est



Gilles Garnier. PHOTO L.C.I.C. DEQUER

désendetter le système ferroviaire français, dont la dette est portée par la seule SNCF, en lieu et place de l'État. Les autres états européens, comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne, ont repris à leur compte la dette relative à la construction et à l'entretien des infrastructures ferroviaires, ce qui n'a jamais été fait en France. C'est pourtant ce qui plombe le système dans notre pays. »



Alain Mesplède. PHOTO J. HUGON

LES CHIFFRES

CHARENTE : ils étaient quelque 3 000 personnes à Angoulême. **CHARENTE-MARITIME :** entre 3 000 et 3 500 personnes à La Rochelle et 1 700 à Saintes. **DORDOGNE :** 2 200 personnes selon la police, 4 000 selon les organisateurs ont manifesté à Périgueux. 1 150 personnes à Bergerac et un peu plus de 200 en fin de journée à Sarlat. **LANDES :** 1 600 personnes à Mont-de-Marsan. **LOT-ET-GARONNE :** un millier de personnes ont manifesté à Agen. **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :** près de 5 000 personnes ont manifesté à Pau et environ 3 500 à Bayonne. **BORDEAUX :** les estimations font état de 8 000 à 16 000 manifestants.

À Paris comme partout en France, le défilé a réuni toutes les générations : retraités, actifs du public et du privé, étudiants ou lycéens. PHOTO PHILIPPE LOPEZ/JAPP

ILS ONT DIT

« Si les grévistes veulent marquer la direction sans pénaliser les Français, pourquoi dans ce cas-là, ne garantissent-ils pas la gratuité du train ? »

Xavier Bertrand, président de la région Haut de France, sur CNews.

« Les organisations qui croient, comme la CGT, que se raidir permet de protéger les salariés, se trompent. Il vaut mieux privilégier une approche négociée, régulée, plus ouverte, si on veut que la France

grandisse et que le chômage recule »

Muriel Pénicaud, Ministre du travail, dans « Le Point ».

« C'est un test pour les Français. Jusqu'à quand accepteront-ils qu'on abuse de leur patience, qu'on remette en cause leur service public ? »

Benoît Hamon, sur France 2.

« À partir de maintenant, avec ce mouvement qui démarre, on entre dans un moment de souffrance »

Jean-Luc Mélenchon, sur BFM TV et RMC.

Confolens, « terre d'accueil » pour 34 réfugiés

SOLIDARITÉ

34 migrants sont arrivés hier en Nord Charente en provenance de la porte de la Chapelle à Paris

ANTOINE BENEYTOU
angouleme@sudouest.fr

Ils sont 34 à être arrivés hier après-midi, dans les anciens locaux de la maison de retraite La Commanderie, à Confolens. Ils s'appellent Issa, Saïd, Zaidad ou encore Jomagut. 34 hommes majeurs, venus d'Afghanistan, d'Érythrée, d'Éthiopie, de Somalie, de Guinée, du Sénégal ou encore de Côte d'Ivoire. Hier matin, ils sont partis en bus du camp de fortune de la porte de la Chapelle, à Paris, où ils vivaient. Pour arriver quelques heures plus tard dans la sous-préfecture de Charente Limousine, où l'ancienne maison de retraite à l'abandon a été transformée en Centre d'accueil et d'orientation (CAO).

« Un coin paisible »

Ici, ils seront accompagnés durant plusieurs semaines dans leurs procédures de demande d'asile. Cet accueil se fait sur la base d'une convention signée entre le Centre intercommunal d'action sociale, propriétaire des lieux, et l'association Audacia, chargée par l'État d'accompagner les réfugiés dans leurs démarches. Côté pratique, les réfugiés prépareront eux-mêmes la nourriture qu'ils auront achetée.

Parmi les migrants arrivés hier à Confolens, on retrouvait Issa, un jeune Sénégalais. L'un de ceux qui



Issa est un réfugié sénégalais. Il est notamment passé par l'Italie. PHOTO LOIC DEQUIER

parlent le français. Avant de prendre sa serviette et son savon pour aller prendre une douche méritée, le jeune homme raconte son parcours. Son départ du Sénégal, sa route à travers le Burkina, le Niger, la Libye, puis son passage à Cagliari, en Italie, avant l'arrivée en France. Un bonnet sur la tête, il se dit « très content d'être ici », malgré la fatigue. Et dit avoir hâte d'aller tâter le ballon rond. À quelques mètres de là, un groupe d'Afghans patiente pour aller se doucher. Il y a Zaidad, qui vient du sud de l'Afghanistan. Depuis qu'il a quitté son pays, il est notamment passé par l'Allemagne. Mais il dit préférer la France et n'a qu'une hâte : « Apprendre le français », confie-t-il à Torab, traducteur venu de Ruffec. À ses côtés, Jomagut, chauffeur routier afghan. Lui, discute

déjà des spécificités du Code de la route français. Assis non loin de là, Jean-Marc Jouve, directeur d'Audacia, observe tout ce monde prendre ses marques.

Dans les prochains jours, six salariés de l'association viendront accompagner ces réfugiés dans leurs démarches. La structure a, par ailleurs, réalisé des travaux, notamment pour les douches et les normes de sécurité. S'ils pourront compter sur le suivi de ces professionnels pour le volet administratif, Philippe Bouty insiste, quant à lui, sur le volet social. « On ne les laissera pas enfermés toute la journée, insiste le président de la Communauté de communes. Confolens est une terre d'accueil, notamment par le biais du festival. Nous sommes habitués d'accueillir des gens qui

furent leur pays. » Philippe Bouty, tout comme Jean-Noël Dupré le maire de Confolens, aime d'ailleurs à rappeler que la ville sous-préfecture a été la première commune de Poitou-Charentes à mettre en place un centre de mise à l'abri en octobre 2015. « Chez nous, on se sent bien », ponctue Philippe Bouty qui dit pouvoir compter sur l'association du festival pour fédérer les associations caritatives. « Je suis convaincu que ça va bien se passer et qu'ils vont trouver un coin paisible en Charente Limousine », corrobore le maire. Une quinzaine d'autres réfugiés pourraient être accueillis prochainement dans ce CAO d'une capacité de 50 personnes. Mardi soir, un « accueil républicain » est organisé au siège de la Communauté de communes de Charente Limousine.

Des contrôles sur les routes du département

En milieu de semaine, sur leur page Facebook, les gendarmes de la Charente ont publié le bilan d'une semaine de contrôles sur les routes du département. On recense ainsi quatre excès de vitesse très importants, sept alcoolémies, neuf conduites après usage de produit (s) stupéfiant (s), mais également d'autres infractions accidentogènes, avec retraits de plusieurs points, dont quatre franchissements de ligne continue, sept non-respects de stop, neuf non-respects de la distance de sécurité, dix alcoolémies contraventionnelles, 19 usages de téléphone en conduisant et, enfin, 89 excès de vitesse conséquents.

Pour ses 25 ans, le Blues revisite ses fondamentaux

FESTIVAL Plutôt que de bouleverser sa partition, Blues passions l'a densifiée. Le Jardin public sera réaménagé

PHILIPPE MÉNARD
p.menard@sudouest.fr

N'allez pas dire à Michel Rolland que Cognac Blues passions ne multiplie pas les folies pour son anniversaire, hormis la super star Carlos Santana. « Un artiste comme Parov Stelar, c'est hyper compliqué à avoir. J'ai autant discuté que pour Santana », clame le directeur du festival. Il revendique la densité des plateaux servis du 3 au 7 juillet, avec des artistes qui isolément « sont des têtes d'affiche dans beaucoup de festivals ».

Pour cette 25^e édition, pas de révolution. Plutôt un travail de fond, pour continuer d'inscrire l'association dans la durée. « On a une volonté pragmatique, celle de pérenniser des emplois », observe la présidente, Catherine Mattéi. En témoigne l'énorme chantier que constitue le déménagement de l'équipe, rue du 14 juillet. Cette vitrine en centre-ville ouvrira en avril.

Le centre-ville, le festival l'investira « d'une façon différente », promet Michel Rolland. Il y aura aussi quelques « surprises » dispersées pour l'anniversaire.

Danse autour du piano

L'essentiel du programme a été évoqué hier soir au Castel. Parmi les soirées payantes (1), il ne manquait que trois noms le vendredi



Parmi les changements, la scène « Tonic Day » va migrer à la place de l'espace restauration.

PHOTO ANNE LA CAUD

soir ; tout est désormais calé (lire ci-dessous).

La scène « 1715, avenue du Blues », chez Martell, tourne toujours autour du piano, mais en s'accordant des libertés. Trois des quatre artistes sont connus. L'harmoniciste Greg Zlap, le pianiste Julien Brunetaud alias Julliver, et le guitariste Ian Seagal dévoilent une collaboration toute fraîche, le mercredi. Kimberose est à découvrir le jeudi. Denis Mazhuko, « grand maître russe du rock'n'roll », sera accompagné par deux couples de danseurs « champions du monde », le vendredi.

Autre socle apprécié des puristes, le « Groove au château ». Ce cocoon royal se donnera le samedi à Marquise Knox, du « Chicago blues

nouvelle génération ». Pour ses 25 ans, le Blues s'offre aussi trois créations. Dont « Crossroads », qui réunira 12 des prix Cognac Passions. Sous la houlette d'Aymeric Maini, ils revisiteront le répertoire de 15 stars qui ont fait les beaux jours du festival. « Un travail de fou », assure Michel Rolland.

Treize concerts gratuits

L'une des grandes vedettes de cette édition, ne serait-ce pas finalement le Jardin public ? « On s'est dit : On casse tout. On a revisité toutes les scènes, sauf le Blues Paradise, au théâtre de verdure. Impossible à déplacer ! La première idée est de remettre la musique au cœur du site. On invite le festivalier à être VIP, à

vivre plus le festival », expose Gwenaëlle Tranchant, en charge de la communication. Les scènes bougent, les stands se dispersent pour que « tout soit à disposition partout sur le site ».

En journée, Blues passions rappelle que des concerts gratuits y sont offerts : Guy Verlinde et Naser Ben Badoo le mercredi, Ladiki Kan, The Blue Butter Pot et Soul Return le jeudi, One Rusty Band, Shaggy Dogs, Will Barber et Slim Paul le vendredi, Ana Carla Maza, Isaya, June Caravel et Muddy Gurvy le samedi.

(1) 35 € le mardi 3 juillet à Jarnac, 66 € pour le 4 juillet (complet), 50 € le 5 et le 6, 55 € le 7 juillet.

Santana, une star à guichets fermés

PROGRAMME Le détail de l'affiche est connu. En voici, soir par soir, tous les temps forts

Le mardi 3 juillet. The Paul Deslaurier Band, trio canadien rock-blues, lancera la soirée inaugurale à Jarnac. Roi du swing manouche, Sanseverino a pris un virage très blues avec son album « Montreuil-Memphis ». Avec « Crossroads », Blues passions offre un spectacle inédit et unique. Douze des musiciens qui ont reçu le prix Cognac Passions revisiteront 15 titres de têtes d'affiche qui ont marqué le festival : BB King, Joe Cocker, Ray Charles, Buddy Guy, Junior Wells ou encore Ben Harper et Lenny Kravitz.

Le mercredi 4. Carlos Santana est une légende. Il jouera à guichets fermés à Cognac. Le concert était déjà complet fin février ! Pour l'applau-

dir dans la région, tentez votre chance à Jazz in Marciac (Gers) le 13 août. Les autres groupes du jour à Cognac : Aymeric Maini, Guy Verlinde, le groupe parisien Gunwood, Automatic City.

Le jeudi 5. Soirée à connotation plutôt soul, avec Jacob Banks, jeune révélation britannique d'origine nigériane. Avec sa dent en or et son bonnet, sa soul rugueuse et inventive, il a su forcer l'estime des amateurs du genre. Dans le genre electro-swing, Parovoz Stelar est une très grosse pointure. Selah Sue revient pour la troisième fois, mais dans un format acoustique inédit. Avec aussi Otis Stacks (électro soul) et Harleighblu (blues).



Carlos Santana, l'un des guitaristes les plus connus au monde. PHOTO AFP/BAYIS MOYO

Le vendredi 6. Auteur du tube « You're beautiful », James Blunt a écoulé plus de 20 millions d'albums à travers le monde. Après trois ans d'absence, le chanteur folk anglais

présentera son dernier album, « The Afterlove ». Il partage la vedette avec Alice Merton, chanteuse et compositrice germano-anglaise à l'accent canadien, que le festival compare à Adèle. La « blues sister » Ina Forsman, appréciée l'an passé, revient avec un hommage au « père de la soul » Donny Hathaway. Nico Wayne Toussaint s'offre lui un Big Band pour saluer le répertoire du chanteur et harmoniciste James Cotton. Avec aussi le blues de Martin Harley et Alessandra Cecala.

Le samedi 7. Des artistes de tempérament, avec le chanteur israélien Asaf Avidan, déjà venu deux fois à Cognac, Beth Ditto, la chanteuse de Gossip, Sandra Nkake et son sens du groove, Caro Emerald, chanteuse de jazz rétro néerlandaise, et Kaz Hawkins, artiste irlandaise à la puissante voix.

L'inspiration libre de toute influence

« Je suis revenue à mes premiers amours : le bleu, la lumière », glisse Géraldine Satish. Artiste peintre ? Le terme ne sied pas à l'exposante qui rectifie : « Je fais de la peinture. » Ses toiles se dévoilent dans les salles municipales depuis le 20 mars et jusqu'à jeudi (1).

« J'ai mis du temps à me trouver », confie Géraldine Satish. Natures mortes ou encore série animalière où les portraits de singe déstabilisent – « c'est ma période très noire » – sont à découvrir.

Graphiste et cognac

Mais avant de s'autoriser la peinture, la vie fut pleine et intense : « Je suis graphiste, diplômée de l'ESAG Penninghen. J'ai dessiné des bouteilles de Cognac : Louis XIII de chez Hennessy, Chabasse qui casse l'image de la carafe de Cognac classique. »

Licenciée avec d'autres – un choc – Géraldine Satish apporte son savoir faire dans la vie affairiste de son époux, devient maman et retape la maison familiale charentaise. « Je suis une manuelle », af-

firme-t-elle. Mais sans crier gare, voilà que le milieu devie arrive et l'instant tout à soi frappe à la porte. Les séances quotidiennes de peinture deviennent vitales.

« Pollué par trop d'images »

Aux détours des mots, les pères de la peinture s'invitent dans la conversation. Une enfance parisienne aux milieux de parents amateurs d'art, des dimanches à courir les musées et les expositions. Pourtant, Géraldine Satish a eu un besoin, celui de s'extraire du « tout image » actuel. « On est pollué par trop d'images. On a trop d'informations. » Revenir à l'inspiration dépouillée de toute influence, tel fut sa feuille de route.

« Descente dans le bleu » est le nom donné à son exposition après une réflexion de plongeur devant l'une de ses toiles : « J'ai trouvé ça un peu magique. C'est un moment en plongée où on perd la lumière et on va dans le noir. »

Sandra Balian

(1) Lundi au vendredi de 14 à 18 heures.



Les œuvres de Géraldine Satish sont à découvrir jusqu'à jeudi.

La Fondation Martell donne rendez-vous le 30 juin

INAUGURATION La Fondation d'entreprise Martell a annoncé, hier sur les réseaux sociaux, que l'inauguration du rez-de-chaussée et du cinquième étage de la tour Gâtébourse rénovée se déroulerait avant la fin du mois de juin pour une ouverture au public le 30. « L'installation inaugurale a été confiée au duo Adrien M &



Une image mystérieuse du duo Adrien M & Claire B. DR

Claire B qui dévoilera une œuvre inédite : "L'ombre de la vapeur". Cette immersion dans leur univers poétique et numérique rendra hommage à la mémoire du bâtiment de la Fondation », peut-on lire sur Facebook. Les artistes – plasticiens, graphistes et informaticiens – Adrien Mondot et Claire Bardainne jouent avec le monde digital et les projections d'images. Ils sont notamment connus pour avoir créé des paysages chimériques où évoluent des danseurs.

Avis favorable pour le centre aquatique

SÉCURITÉ Le centre aquatique L'X'eau, à Châteaubernard, a franchi une étape administrative importante. La commission de sécurité a rendu un avis favorable à l'issue de sa visite, mardi. Le compte à rebours s'accélère. L'inauguration officielle aura lieu jeudi 5 avril pour une ouverture au public à partir du samedi



Les machines en action dans les bassins extérieurs de l'X'eau. P.H.M.

7 avril. Divers menus chantiers se terminent dans les différents espaces du centre aquatique mais aussi à l'extérieur. Du béton y était encore coulé, hier. Initialement espérée en novembre, le retard pris par l'ouverture a quelques avantages. « Cela nous a permis d'affiner le projet pédagogique. Cela fait longtemps que je suis maître-nageur, jamais on n'avait été impliqué de cette façon. On a été partie prenante de cette histoire », salue l'un des 12 maîtres-nageurs.

Les élèves de 4^e privés de professeur

C'est un post sur le réseau social Facebook. Une femme cherche un professeur ou étudiant pouvant donner des cours de physique-chimie à son fils, élève de 4^e. La raison ? Le collégien, selon l'annonce, n'a presque pas eu de professeur de cette matière depuis le début de l'année scolaire. « C'était vraiment une démarche personnelle. Je ne pensais pas que ça ferait autant de bruit », indique cette mère de famille, jointe au téléphone.

Car si ce post a été remarqué, c'est qu'il traduit une situation délicate au sein du collège Jean-Lartaut, qui inquiète et irrite les parents d'élèves. Depuis le mois de décembre, les quelque 90 collégiens de 4^e n'ont, effectivement, plus de professeur de physique-chimie. Le titulaire du poste à la rentrée dernière était Jérôme Sourisseau. Mais depuis qu'il a accédé à la présidence de Grand Cognac, ne pouvant conjuguer les deux, il a demandé et obtenu une légitime mise en disponibilité. « Il a fait tout ce qu'il fallait pour que tout se passe pour le mieux », témoigne Damien Dubreuil, le principal. Malgré tout, il n'a pas été remplacé.

« C'est inadmissible, fulmine Karen Brun, mère d'un élève. De toute façon, même quand c'était M. Sourisseau, il n'était pas souvent là. On le craignait quand on a su que c'était lui. Normal, on ne peut pas tout faire. »

Une réponse bientôt ?

Outre cette absence, ce qui surprend et énerve les parents c'est le manque de communication autour de cette situation. « M. Dubreuil nous a cependant dit qu'une annonce avait



Le collège Jean-Lartaut espère vite récupérer un professeur de physique-chimie. PHOTO LOÏC DEQUIER

été faite auprès de Pôle emploi », indique une autre mère d'élève, membre du conseil d'administration de l'établissement. Pour le reste : « Nous avons écrit au rectorat sans avoir de réponse. Le courrier se serait perdu et nous venons d'envoyer une autre lettre (avec accusé de réception) à la DASEN (directrice académique des services de l'Éducation nationale, NDLR) de Charente », poursuit-elle. Inquiets, les parents veulent savoir s'il y aura un professeur avant la fin de l'année. « L'an prochain, c'est le brevet. Comment les élèves vont-ils rattraper leur retard ? D'autant que certains veulent entrer en filière scientifique au lycée. Et tout le monde n'a pas les moyens de payer des cours privés. »

Joint par téléphone, le rectorat, par la voix de sa chargée de communication, tente de désamorcer cette « bombinette ». « Nous sommes confrontés à un double problème. D'abord, la physique-chimie est une

discipline en tension, il manque des enseignants et ce n'est pas propre à la région. L'autre souci est le faible nombre d'heures proposées pour attirer les candidatures », indique-t-elle. « Le volant est de six heures de cours. C'est difficilement attractif quand on est en milieu rural et non au centre d'Angoulême, par exemple », complète Damien Dubreuil.

À Poitiers comme à Jarnac, on assure néanmoins que les services du rectorat n'ont jamais lâché l'affaire et qu'ils planchent sur la question. « Une réponse de candidature sera bientôt donnée, peut-être à la fin de la semaine ou au début de la suivante », confie la chargée de communication. Là aussi, Le principal confirme l'examen actuel d'une candidature « mais il faut qu'elle soit validée par l'Inspection pédagogique régionale. Une rencontre doit avoir lieu demain matin (ce matin, NDLR) ». Une lueur d'espoir ?

Didier Faucard